

Vers un changement majeur institutionnel, administratif et de re (de) structuration des services publics? Le débat démocratique s'impose !

La combinaison de la Réforme Territoriale avec celle de la réforme de l'État à travers les revues de ses missions (après la RGPP, la Map) et la politique d'austérité (moins 80 Mds sur cinq ans) incluant la baisse drastique des dotations pour les collectivités territoriales, pose très sérieusement cette question.

Nous assistons pour certains services publics nationaux (MJS, Enseignement supérieur,...) à un processus de dénationalisation, notamment par le transfert de missions (voire de personnels) et qui conduit à une territorialisation vers les CT. Celles-ci peuvent être amenées y compris pour leurs propres services publics, faute de moyens, à déléguer certaines missions vers des acteurs privés y compris associatifs. Nous assistons à un véritable affaiblissement, dépérissement et assèchement de certains services publics.

Tout ceci se mène sans véritable débat ou consultation publique avec les citoyens, avec les organisations syndicales (le regroupement des régions en est une belle illustration) et sans avoir fait les bilans des actes passés de la décentralisation ou tenté de remédier aux dégâts reconnus officiellement de la RGPP et de la Réate.

Pour le SNEP et la FSU ces (contres) réformes vont aggraver les inégalités territoriales et sociales.

Chaque collectivité sera enfermée dans ses propres problèmes et mise en concurrence avec les autres territoires.

Cette combinaison de réformes ouvre le chemin à un possible État Fédéral ou rendrait possible une Europe des régions. Ces questions méritent vraiment un débat national autour de l'unicité et de l'indivisibilité de la république, sur les services publics.

Pascal.anger@snefsu.net